

VILLE DE CARCASSONNE

N° D'ORDRE.035

DECISION DU MAIRE

En application de la délibération du Conseil Municipal n°4 du 3 juillet 2020 et de l'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales

REGIE DE RECETTES POUR L'ENCAISSEMENT DES DROITS DE VOIRIE POUR TRAVAUX, STATIONNEMENT, BARRAGE DE RUES, ECHAFAUDAGES MODIFICATIF

Le Maire

Vu le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable public et notamment l'article 22 ;

Vu le décret N° 2008-227 du 05 Mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret N° 66-850 du 15 Novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R1617-1 et R1617-18 du Code général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al.7 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la décision du Maire n°31 du 10 février 2004 portant institution d'une régie pour l'encaissement des droits de voiries pour travaux, stationnement et barrage de rues, échafaudages ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 27 avril 2021 ;

Décide

ARTICLE 1er : La décision N°31 du 10 février 2004 est complétée comme suit :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès de la DDFIP de l'Aude.

ARTICLE 2 : Les autres dispositions demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services et le Comptable Public sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Carcassonne, le 06 MAI 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211100698-20210506-decision21085-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/05/2021

Affichage : 06/05/2021

